

Appel à *contributions*

COLLOQUE

Construire des ponts à travers les frontières : vers une cohésion territoriale en Europe ?

Les 18/19 octobre 2010

Au Conseil Régional d'Alsace, Strasbourg

Bridging borders: towards territorial cohesion in Europe?

Grenzen überbrücken: auf dem Weg zur territorialen Kohäsion in Europa?

Date limite de réponse : 1^{er} mars 2010

1. Le contexte

Depuis 2008, le Centre de recherche des Historiens de l'Université de Strasbourg FARE et l'Euro-Institut de Kehl organisent un cycle de recherche sur la coopération transfrontalière.

Une série de séminaires a eu lieu sur deux ans sur les thématiques suivantes :

- l'origine de la coopération transfrontalière (1^{er} février 2008)
- les acteurs de la coopération transfrontalière (13 juin 2008)
- les aspects théoriques et politiques de la coopération (26 septembre 2008)
- les formes de gouvernance transfrontalière à l'exemple des régions frontalières allemandes (6 février 2009)
- la dimension européenne de la coopération transfrontalière (13 juin 2009)
- les régions transfrontalières sensibles (1^{er} décembre 2009).

La première publication « Penser et vivre la coopération transfrontalière : les régions frontalières françaises » est apparue en novembre 2009 chez l'éditeur Steiner, à Stuttgart ; la deuxième sur « les régions frontalières en Europe » est en cours de préparation.

Ce cycle de recherche s'achèvera par un colloque international fin octobre 2010.

Notre ambition est de réunir des universitaires, des jeunes chercheurs et des praticiens sur le thème «**Construire des ponts à travers les frontières : vers une cohésion territoriale en Europe ?** »

L'objectif principal est de donner des pistes pour des recherches futures en matière de coopération transfrontalière, de réfléchir aux besoins futurs en matière de formation dans les métiers du transfrontalier et de conseiller les élus sur les actions possibles dans les espaces transfrontaliers à l'avenir.

L'approche pluridisciplinaire (regroupant différentes disciplines de recherche, notamment des historiens, politologues, juristes, géographes) concerne la coopération transfrontalière entre les régions frontalières de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe. Le groupe de travail sur la coopération transfrontalière au Congrès des pouvoirs régionaux et locaux a déjà donné son accord pour sa participation et trois groupes scientifiques transfrontaliers (à Strasbourg, Nice et à Sønderborg au Danemark) travaillent d'ores et déjà sur la thématique du colloque.

2. Appel à communication

Cet appel à communication est lancé pour recueillir les propositions d'intervention de chercheurs pour le colloque final, qui se tiendra à la Région Alsace, les 18/19 octobre 2010.

Un comité scientifique a été constitué afin de préparer le colloque. Il est constitué des membres suivants : Joachim BECK (Euro-Institut), Marie-Thérèse BITSCH (Université de Strasbourg (UdS)), Robert BOTTEGHI (Université de Nice), Michel CASTEIGTS (Université de Pau et des Pays de l'Adour), Martine CAMIADE, (Université de Perpignan), Stefan FISCH (DHV – Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften, Speyer), Michael FREY (Conférence du Rhin supérieur), Jens GABBE (ARFE – Assemblée des régions frontalières d'Europe), Erik JAKOB (Regio Basiliensis, Basel), Martin KLATT, (University of Southern Denmark), Simon LANG (DHV - Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften, Speyer), Martial LIBERA (UdS), Philippe HAMMAN (UdS), Joanne HUNTING (Conseil de l'Europe), Olivier MARTIN (Région Alsace), Sylvain SCHIRMANN (UdS Strasbourg), Anne THEVENET (Euro-Institut), Birte WASSENBERG (UdS Strasbourg).

Le programme des deux journées du colloque sera ponctué par **4 ateliers thématiques**, repartis selon une approche fonctionnelle. Les langues de travail seront principalement le français, l'anglais et l'allemand. Pour la publication des actes, les contributions pourront être rédigées dans l'une ou l'autre de ces trois langues. Le colloque donnera lieu à une publication dans la collection sur l'histoire de l'intégration européenne du Steiner Verlag, Stuttgart.

Problématique :

La coopération transfrontalière en Europe ne cesse de gagner en importance. Au plus tard au moment de la mise en place du marché unique européen – c'est-à-dire la suppression officielle des frontières intérieures en Europe – il est devenu évident que les régions frontalières européennes ont un rôle très spécifique et central à jouer dans le processus d'intégration européenne. Ceci est encore plus vrai après l'élargissement à l'Est, qui a étendu quantitativement mais surtout qualitativement l'éventail de ce que nous définissons comme régions transfrontalières en Europe. Quelques chiffres permettent d'illustrer l'importance des espaces transfrontaliers : les espaces frontaliers représentent environ 40% de la superficie de l'UE. Approximativement 32% de la population de l'UE vit dans des espaces transfrontaliers ou à proximité. Sur les 362 régions recensées au Conseil de l'Europe, on compte 140 régions frontalières. Seulement 9% de la population européenne a déjà vécu ou travaillé dans un autre pays de l'Union européenne, dont plus de 80 % dans les zones frontalières de l'Union.

Il revient à ce type spécifique de territoires, qui ont eu jusqu'ici une place plutôt secondaire dans les documents officiels et les stratégies de développement sectorielles et territoriales de

la Commission européenne, des fonctions spécifiques dans le processus d'intégration européenne. Les débats sur le Livre vert sur la cohésion territoriale de la Commission européenne montrent clairement que les régions frontalières jouent, en la matière, un rôle de premier plan.

Quelles sont alors les fonctions principales des régions transfrontalières ?

Atelier 1 La coopération transfrontalière avec et pour les citoyens

Fonction d'intégration des acteurs : la coopération dans les territoires transfrontaliers ne se limite pas à la coopération entre acteurs publics. Elle peut également mobiliser de façon ciblée les potentiels économiques et les ressorts de la société civile : le lien du citoyen au territoire européen ne devient-il finalement une réalité vécue que dans les régions transfrontalières ?

Exemple (Rhin supérieur) :

Dans le Rhin supérieur, différents projets permettent déjà de développer des formes poussées d'implication transfrontalière des citoyens (Congrès tripartite « Vivre dans le Rhin supérieur », Programme « People to people », Forum des citoyens de l'eurodistrict Strasbourg-Ortenau). L'eurodistrict Strasbourg-Ortenau élabore actuellement son programme de travail en impliquant activement les citoyens et les élus. Il existe des réseaux de coopération entre les chambres de commerce et d'industrie, un club d'affaires du Rhin supérieur, un réseau des développeurs économiques. La carte interactive sur l'offre d'activités sportives, le site internet sur la qualité de l'air, le Pass-musées, le réseau des instances d'information et de conseil pour les citoyens INFOBEST ainsi que Euro-Info-Consommateurs ou encore le réseau transfrontalier de transports ferroviaires Regio-S-Bahn-Bâle ne sont que quelques exemples montrant l'apport concret de la coopération territoriale pour le citoyen et l'intégration des différents acteurs et de leurs potentiels territoriaux. L'identification croissante de la population du Rhin supérieur au territoire transfrontalier représente aujourd'hui une forme spécifique de l'identité régionale européenne, qui symbolise, à son tour, la réalisation d'une cohésion territoriale.

Atelier 2 La contribution des territoires transfrontaliers à l'intégration européenne et la coopération régionale

Fonction de laboratoire. les territoires transfrontaliers remplissent-ils une fonction de laboratoire de l'intégration européenne ?

Exemple (Rhin supérieur) :

L'histoire de la coopération transfrontalière dans le Rhin supérieur, vieille de plus de 40 ans, montre de façon exemplaire que les régions frontalières ont, dans de nombreux domaines, une fonction importante de laboratoire de l'intégration européenne, notamment pour l'économie, le travail, les loisirs et la vie quotidienne. Étant donné que les principales réglementations qui régissent cette mobilité horizontale quotidienne (le droit du travail, la législation sociale et la fiscalité, etc.) ne sont pas harmonisées au niveau européen, la coopération concrète des services administratifs concernés dans les zones frontalières contribue de façon significative à la cohésion territoriale. Ceci est également le cas pour d'autres domaines juridiques, régulés au niveau européen certes, mais mis en œuvre de manières différentes dans les Etats membres

(par ex. dans le domaine de la médecine du travail ou de la protection des eaux). Enfin, la coopération du Rhin supérieur avec la Suisse, dans le cadre de laquelle une participation aux programmes européens a été rendue possible, ou encore l'eurodistrict trinational de Bâle, exemple innovant de structure trinationale, constituent des modèles innovants pour le développement de la coopération aux frontières extérieures de l'UE.

Fonction d'espace charnière : les espaces frontaliers sont-ils importants pour le développement de corridors transnationaux de grande envergure en Europe ?

Exemple (Rhin supérieur) :

On peut prendre l'exemple du Rhin supérieur pour illustrer l'importance des espaces transfrontaliers dans la mise en place de corridors transnationaux européens. Cet aspect est également en lien direct avec le thème de la cohésion territoriale car les espaces transfrontaliers sont des espaces charnières entre différents systèmes nationaux. Le Rhin supérieur se situe à l'intersection des axes de transport Nord-Sud et Ouest-Est. Les corridors transnationaux européens ne pourront être mis en place que lorsque les potentiels des espaces transfrontaliers auront été développés. Ces espaces ne seront alors plus des goulets d'étranglement mais deviendront des promoteurs actifs et des partenaires de l'Union européenne.

Atelier 3 Gouvernance et mise en réseau des territoires transfrontaliers

Fonction de mise en réseau des missions. Dans les territoires transfrontaliers, est-il possible de mettre en œuvre le principe de cohésion territoriale dans un plus grand nombre de domaines que dans les territoires nationaux ? La mise en œuvre d'un développement territorial transversal et la création de clusters y sont-elles faciles ?

Exemple (Rhin supérieur) :

Le plus connu est le cluster Biovalley, qui a renforcé la visibilité européenne et mondiale des potentiels du Rhin supérieur dans le domaine des sciences de la vie. Une mise en réseau transversale au niveau de la gouvernance est également mise en œuvre pour différents domaines :

- dans la politique du Rhin supérieur en matière de protection du climat (mise en réseau de la politique environnementale, du développement économique des PME, des économies d'énergie par les citoyens...),
- dans l'enseignement supérieur et la recherche dans le cadre de la Confédération européenne des universités du Rhin supérieur EUCOR (mise en réseau de la politique, des sciences, de l'économie, de la recherche et des étudiants),
- avec le Cadre d'orientation pour un aménagement et un développement commun de l'espace du Rhin supérieur – en vue d'un développement territorial intégré,
- avec le cursus trinational de formation professionnelle de la *Berufsakademie* de Lörrach ou encore les apprentissages transfrontaliers en artisanat dans le cadre de l'eurodistrict Strasbourg-Ortenau.

La Conférence du Rhin supérieur est également un exemple de gouvernance intégrée qui permet la coordination ciblée et la coopération de 600 experts rassemblés en 13 groupes de travail et 40 comités d'experts. Les quatre eurodistricts du Rhin supérieur mettent en œuvre

eux aussi, chacun à leur niveau, une politique intégrée et décentralisée sur leur territoire transfrontalier.

Fonction de pilotage Les espaces frontaliers sont-ils particulièrement propices au développement de nouvelles formes de gouvernance ?

Exemple (Rhin supérieur) :

Le processus engagé il y a deux ans dans le Rhin supérieur et visant à créer une Région métropolitaine trinationale intégrée constitue un projet-pilote innovant de mise en place de nouvelles structures de gouvernance pour la cohésion territoriale. Le Rhin supérieur peut ainsi servir d'exemple pour la modernisation de toute une série d'espaces frontaliers d'Europe de l'Ouest et d'Europe centrale et constitue également le modèle de référence pour les « jeunes » espaces frontaliers d'Europe de l'Est et du Sud-Est. La gouvernance de la Région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur est un exemple réussi de mise en réseau transfrontalière des acteurs-clés des domaines de la politique, de l'administration, de l'économie, des sciences et de la société civile à différents niveaux institutionnels et territoriaux. Elle symbolise également l'intégration des différentes politiques en vue d'une mise en œuvre stratégique des objectifs de développement territorial. Toutefois, elle pose aussi la question importante (valable également pour tous les espaces frontaliers en Europe) de l'opportunité et des limites d'un transfert de tâches et de compétences matérielles vers les nouvelles structures de gouvernance territoriale transfrontalière.

Atelier 4 Les territoires transfrontaliers comme modèles pour la cohésion territoriale

Fonction de modèle : les territoires transfrontaliers sont-ils des espaces modèles pour une politique de cohésion territoriale, car les résultats y sont particulièrement visibles ?

Exemple (Rhin supérieur) :

320 projets ont pu être réalisés dans le Rhin supérieur dans le cadre des programmes INTERREG. Depuis l'introduction de l'Euro et en raison d'une plus grande transparence des prix, on constate un changement notable des comportements de consommation transfrontaliers. Dans les villes jouxtant la frontière, la clientèle venant du pays voisin peut atteindre jusqu'à 80 %. Dans le secteur des banques et des assurances, les zones frontalières sont, de facto, les seules en Europe à proposer des services à la personne ayant une dimension transnationale. Dans le secteur immobilier, les clients du pays voisin peuvent représenter jusqu'à 60% du chiffre d'affaires. Dans le domaine de la coopération policière et judiciaire, l'Accord de Schengen – ainsi que les traités et les conventions signées par la suite par la France et l'Allemagne pour sa mise en œuvre – a conduit dans le Rhin supérieur à une intensification de la coopération transfrontalière entre les services concernés. La création d'un centre commun franco-allemand pour la police et les douanes, la mise en place d'équipes binationales pour certaines enquêtes, des mesures de formations et des séminaires transfrontaliers (par ex. sur la décision-cadre européenne de 2008 relative à la surveillance transfrontalière des mesures de probation) et la concertation des structures policières ne sont que quelques exemples des actions qui rendent la politique européenne en la matière visible et tangible pour le citoyen. Le marché de l'emploi transfrontalier est une réalité socio-économique importante du Rhin supérieur, avec plus de 90 000 travailleurs frontaliers. Dans

le cadre du programme EURES-T Rhin supérieur, les administrations en charge de l'emploi, les partenaires sociaux et les syndicats ont développé une étroite coopération (par ex. la mesure EURES-T Allemagne-France-Train : séminaires préparant aux entretiens d'embauche suivis d'un stage dans le pays voisin).

3. Modalités de candidature

Ces journées d'études s'adressent en premier lieu à des chercheurs spécialisés dans la coopération transfrontalière en histoire, science politique et administrative, sociologie, droit, géographie et économie. Des praticiens de la coopération sont également invités à soumettre des candidatures, mais la communication écrite est obligatoire pour toute participation au colloque. **Les communications devront comprendre 30 000 à 50 000 signets et seront à envoyer aux responsables du colloque pour fin 2010.**

Les candidats enverront une proposition de communication de **500 mots maximum pour 1'un des 4 ateliers thématiques du colloque**, accompagnée d'un curriculum vitae. Les propositions peuvent concerner un cas d'étude d'une région transfrontalière, mais devront être conçues de manière à traiter surtout la problématique de l'atelier en question. Ceci permettrait mieux de comparer ensuite les résultats entre les différentes régions géographiques. Chaque candidat devrait aussi mettre l'accent sur sa vision disciplinaire (géographique, économique, politique, etc.) du sujet.

Les propositions peuvent être rédigées en français, en anglais ou en allemand.

Les candidatures devront être envoyées au plus tard le **1^{er} mars 2010**, à Birte Wassenberg (birtewassenberg@aol.com), Université de Strasbourg, IHEE, 10, rue Schiller, F - 67081 Strasbourg Cedex.

4. Sélection et participation au colloque

Le Comité scientifique procédera à une sélection des candidatures. Les réponses aux propositions seront envoyées mi-mars 2010.

Chaque candidat retenu pourra soit présenter sa contribution lors du colloque final dans une communication de 15 minutes maximum soit participer à une table ronde.

Le logement et les déplacements seront pris en charge par les organisateurs du colloque selon les modalités et les remboursements pratiqués par l'Université de Strasbourg.

Pour tout renseignement complémentaire veuillez vous adresser à :

Birte WASSENBERG
Maître de conférences en histoire contemporaine

Tel : +33 (0)3 88 15 05 45
Tel 2 : +33 (0)6 61 75 70 13
Fax : +33 (0)3 88 36 86 11
Institut des Hautes Etudes Européennes
10, rue Schiller
F - 67081 Strasbourg Cedex

Dr. Joachim Beck
Direktor, Euroinstitut

Tel. +49.7851.740727
Fax +49.7851.740733
Euro-Institut
Rehlfusplatz 11
D-77694 Kehl

5. Annexe

L'approche interdisciplinaire pour l'appel à communication

La frontière : un phénomène multidimensionnel

Dr. Joachim Beck, Euro-Institut

Les régions frontalières européennes ont, au-delà des fonctions génériques évoquées ci-dessus (fonction de modèle, d'intégration des acteurs, de charnière, de mise en réseau des missions, de pilotage) une autre fonction spécifique. Elles permettent de relativiser et de nuancer le postulat politique selon lequel les frontières ont disparu. En Europe, la frontière est aujourd'hui un phénomène multidimensionnel. Si l'on observe les réalités quotidiennes de vie et de travail, les habitudes de loisirs des frontaliers, les interdépendances horizontales entre économie et recherche ou encore les coopérations entre politiques et entre administrations, on constate que le phénomène de frontière, et donc l'objet de la coopération transfrontalière, ne peut plus être réduit à la fonction de délimitation de deux espaces.

Les territoires transfrontaliers sont des sous-systèmes constitués par des interconnexions horizontales (et intégrations ponctuelles) de sous-domaines fonctionnels, rattachés à leurs systèmes de références nationaux respectifs.

Au-delà des aspects géographiques, la notion de frontière recouvre d'autres dimensions qui élargissent le champ d'analyse aux pré-conditions de la coopération, à la structuration, aux processus types et aux solutions concrètes possibles dans ce sous-système « coopération transfrontalière ».

La réalité pratique des territoires transfrontaliers montre tout d'abord que **la dimension politique** de la frontière joue encore un rôle très important. On peut constater que la logique d'action des acteurs [est](#) marquée par le fait que la rationalité politique des Etats l'emporte sur la rationalité politique transfrontalière. Les circonscriptions, les territoires de mandat et les compétences politiques sont encore, dans la réalité transfrontalière, toujours en premier lieu déterminés par les règles et processus nationaux. Même dans une région frontalière, un politique est réélu d'abord pour son bilan auprès de « ses électeurs » et moins pour son bilan en matière de coopération transfrontalière.

Le sous-système coopération transfrontalière n'a pas de processus de légitimation politique propre mais s'appuie sur les processus des régions partenaires. Il n'existe nulle part en Europe de parlement transfrontalier élu par des électeurs des deux côtés de la frontière, mais seulement des délégations envoyées par les différents contextes politiques. Corrélativement, et surtout en temps de restriction des budgets publics, il est difficile de justifier l'engagement politique transfrontalier.

Au sein des parlements locaux, régionaux ou nationaux les thèmes de la coopération transfrontalière sont souvent secondaires, et dans le doute, on privilégie son jardin d'enfant, la rénovation de son école, son industrie ou ses terrains constructibles par rapport aux projets transfrontaliers.

Dans le sous-système de la coopération transfrontalière, il y a superposition de plusieurs systèmes politiques parfois très différents, chacun étant caractérisé par des processus, des règles et des fondements propres. Les systèmes électoraux, la place, l'autonomie ou les ressources d'un maire allemand ou d'un parlementaire d'un Land ne peuvent que très difficilement être comparés avec ceux de leurs homologues français, suisses, hollandais, polonais ou tchèques. Les cultures politiques nationales et les processus de légitimation

politique sont fondamentalement différents. Dans la coopération transfrontalière, ces systèmes politiques se rencontrent de diverses façons. Les difficultés quotidiennes à justifier la rationalité d'une politique commune pour apporter des réponses stratégiques à un territoire transfrontalier partagé montre bien la dimension politique du phénomène de frontière. Ces difficultés sont liées, entre autre, au fait que dans les médias et les mentalités des acteurs et des observateurs, il n'existe pas encore de « public » transfrontalier.

Il en va de même de **la dimension économique** de la frontière. L'Europe est principalement composée d'économies nationales, certes de plus en plus interconnectées, mais dont les fondements systémiques et les caractéristiques restent en premier lieu de nature nationale et ce malgré les politiques d'harmonisation supranationales. Dans les territoires transfrontaliers, les frontières des systèmes économiques jouent encore une fois un rôle particulièrement important. La création de Clusters transfrontaliers reste encore une exception. Il existe principalement des chaînes de production et de création de valeur ajoutée orientées vers les marchés intérieurs respectifs. Dans beaucoup de territoires transfrontaliers, le niveau des relations de sous-traitance directement transfrontalières est, par exemple, bien inférieur à la part d'exportation des entreprises concernées.

Par ailleurs, la mobilité des travailleurs dans les régions frontalières est très forte. Il suffit de rappeler que le Luxembourg compte plus de salariés que d'habitants, que 10% de la population active en Alsace travaille dans le pays de Bade ou en Suisse du Nord Ouest, et que le phénomène des travailleurs frontaliers en Europe est un phénomène à sens unique pour illustrer la dimension économique de la frontière. En règle générale, dans les territoires transfrontaliers, au-delà du « petit commerce » frontalier (essence, tabac, tourisme de consommation), aucune répartition fonctionnelle du travail de large ampleur n'a été faite. En dehors de la situation spécifique des grandes villes frontalières, la part transfrontalière en matière de commerce, d'industrie, de production et de services doit représenter beaucoup moins de 10%.

La **dimension juridique** de la coopération transfrontalière se retrouve dans le fait que, jusqu'à aujourd'hui, il n'existe pas d'instrument juridique transnational à proprement parlé. Les formes et instruments juridiques existants, sur lesquels repose la coopération transfrontalière en Europe, se basent toujours dans leur application et leur développement concrets sur le droit du pays où siège la structure. Un Groupement Local de Coopération Transfrontalière (GLCT) selon l'accord de Karlsruhe, un Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) ou encore un Groupement Européen d'Intérêt Economique (GEIE) selon le droit communautaire secondaire ne constituent pas un droit transnational propre. Ils représentent plutôt une façade dont les fondations, les murs porteurs ainsi que tous les détails de l'agencement intérieur (pour rester dans la métaphore) s'alignent sur la réglementation nationale.

Il n'existe même pas de droit transnational des associations, qui constituerait une alternative intéressante aux structures juridiques de droit public. Ainsi, les partenaires doivent toujours se soumettre au droit de l'un d'entre eux. Le développement d'une solution commune qui représente le symbole même de l'intégration transfrontalière est alors quasiment impossible.

Par ailleurs, la situation est aggravée par le fait que dans tous les domaines juridiques importants pour la mobilité horizontale européenne et particulièrement dans les territoires transfrontaliers (droit du travail, droit social, droit fiscal, droit administratif etc), le législateur européen ne propose aucune harmonisation. De plus, il n'existe, à ce jour, encore aucun droit public primaire transfrontalier.

Le fait que l'Union européenne, dans l'intérêt des Etats membres, recourt de plus en plus fréquemment aux directives, instrument « favorable à l'intégration » s'il en est, renforce la dimension juridique de la frontière, puisqu'ainsi les standards juridiques nationaux à l'échelle de la législation spécifique/thématique se trouvent renforcés au lieu d'être harmonisés.

Assez proche des aspects juridiques, on trouve **la dimension administrative** de la frontière. Les systèmes d'administration publique des sociétés modernes sont caractérisés par une différenciation horizontale et verticale. Dans le contexte européen, les administrations présentent de grandes différences allant des Etats fédéraux comme l'Allemagne ou l'Autriche en passant par des Etats unitaires (décentralisés) comme la France, jusqu'aux formes mixtes intéressantes développées par certains Etats comme l'Espagne ou l'Italie.

Dans les territoires transfrontaliers, plusieurs systèmes se rencontrent. Le paradoxe de ces territoires réside dans le fait que la compétence pour les affaires transfrontalières n'existe dans aucun système politico-administratif étatique. La différenciation horizontale et verticale des systèmes de chaque Etat, et donc leurs compétences, s'arrête à la frontière du système, symbolisée, la plupart du temps, par la frontière de l'Etat.

Selon le principe du droit civil moderne, les compétences d'un Etat ne peuvent pas s'étendre au-delà de sa propre frontière ; les interdépendances transfrontalières (imbrications et potentiels socio-économiques, les retombées négatives comme les pollutions environnementales, etc) sont donc assurées soit par des institutions supranationales ou internationales créées spécifiquement à cet effet, ou bien par les administrations nationales qui coopèrent ensemble. Les différences existantes entre les organisations politico-administratives nationales, qu'il s'agisse de la structure ou des processus, de la répartition horizontale et verticale des missions et des compétences, de l'organisation du personnel ou de la culture administrative, mettent en évidence la dimension administrative de la frontière ainsi que la complexité des approches de coopération nécessaires pour surmonter ces difficultés.

La **dimension linguistique** de la frontière est facilement identifiable. Les frontières entre systèmes représentent généralement également une frontière linguistique. Ainsi, la rencontre de deux Etats différents implique - même si cela ne représente pas un élément constitutif de la notion d'Etat en termes de territoire, de peuple ou de pouvoir au sens du droit public - la confrontation de langues différentes. Dans la pratique, cette dimension de la frontière a plus d'incidence sur les acteurs de la coopération que sur la population. En effet, ces acteurs sont davantage liés au contexte institutionnel marqué par les caractéristiques nationales (langage juridique et administratif étant la langue nationale officielle administrative), que ne l'est la population qui peut grâce aux dialectes régionaux et/ou nationaux trouver des espaces de communication transfrontalier.

Les barrières linguistiques sont néanmoins sous estimées dans la pratique des territoires transfrontaliers. On constate souvent que, contrairement aux attentes, moins de personnes comprennent de façon active ou au moins passive la langue de leur voisin.

Ceci est lié également au fait que les espaces transfrontaliers en Europe constituent, en règle générale, des interfaces entre des systèmes culturels différents. Plus l'Europe, au nom du principe de subsidiarité, revendique une différenciation des cultures au niveau décentralisé - et c'est justement ce que visent les Etats membres et les régions - plus **la dimension culturelle** de la frontière est revalorisée. A travers toutes les difficultés méthodologiques ou normatives rencontrées lorsqu'on tente de définir et de classer des modèles culturels typiques spécifiques à chaque pays (l'individu ne reproduit pas sa culture comme un automate sans compter que la fabrication de stéréotypes complique la compréhension interculturelle) et en

portant un regard critique sur les possibilités et les limites de l'élaboration de standards culturels universellement valables, on peut constater, à l'exemple des territoires transfrontaliers, que la dite acculturation se heurte visiblement à des limites systémiques. Bien entendu, il y a un échange et un apprentissage interculturel à divers niveaux et on cherche à soutenir de nombreux projets et programmes dans les territoires transfrontaliers. Néanmoins, l'acculturation peut avoir lieu au niveau des individus, c'est-à-dire de chaque acteur, mais pas au niveau des systèmes. Même après 40 années de coopération transfrontalière, le Regierungspräsidium allemand n'a pas repris de modèle administratif de la Préfecture en France. De la même manière, le Conseil Général français, les Voivodies polonaises ou les Cantons suisses ne se sont pas, à travers la coopération avec les administrations allemandes, inspirés de l'exemple institutionnel allemand dans leurs pratiques. Il existe à l'échelle institutionnelle, cependant, de nombreux échanges mutuels qui peuvent contribuer à des apprentissages (par exemple en ce qui concerne les bonnes pratiques dans le pays voisin). En règle générale, c'est déjà un grand pas lorsqu'on parvient à sensibiliser aux différences culturelles et au fait que le voisin puisse fonctionner différemment sans que ce soit ni mieux ni moins bien que sa propre pratique.

Les territoires frontaliers ne sont donc pas des îlots de la compréhension interculturelle mais bien des interfaces où les barrières des différents systèmes culturels ainsi que les possibilités d'interaction et d'enrichissement au-delà des systèmes sont particulièrement visibles.

Approche interdisciplinaire de la coopération transfrontalière

Tout comme la notion de frontière, la coopération transfrontalière est aussi un domaine d'étude, dont la problématique ne peut être appréhendée, analysée et comprise qu'à travers une approche interdisciplinaire.

Divers domaines de spécialité disposent de théories, de méthodes et d'études empiriques pouvant servir à étudier la phénoménologie transfrontalière. Une analyse des ouvrages de référence montre qu'il existe maintenant un bon nombre de réflexions uni-disciplinaires sur le phénomène de frontière en général et sur la coopération transfrontalière en particulier. Cependant aucune vision intégrée, c'est-à-dire interdisciplinaire, n'a été développée jusqu'à présent.

Lorsque l'on se penche sur l'abondante littérature, toutes disciplines confondues, portant sur le phénomène de frontière et sur la coopération transfrontalière, il devient rapidement évident, que ces réflexions peuvent contribuer à divers égards à une meilleure compréhension et à une conceptualisation différenciée de la question de la "phénoménologie transfrontalière". Voici quelques réflexions embryonnaires et sans doute loin d'être abouties sur la transférabilité des approches disciplinaires au contexte transfrontalier. Celles-ci ne prétendent pas être exhaustives, en particulier pour ce qui est du choix, de la représentation et de l'interprétation des exemples tirés de domaines de spécialité. Pour aller plus loin, elles nécessiteraient une validation de la part de représentants des différentes disciplines, comme prévu dans le cadre du cycle de recherche FARE initié par l'Université de Strasbourg et de l'Euro-Institut.

Les sciences politiques constituent la première discipline, à laquelle on aura recours pour une meilleure compréhension des problématiques "frontière et coopération transfrontalière". Sous cet angle, les coopérations transfrontalières pourraient être interprétées comme des systèmes de négociations reliant les uns aux autres différents niveaux d'action et de logiques. Les nombreux ouvrages sur les interconnexions horizontales et verticales, sur la politique

multidimensionnelle européenne, sur l'analyse des politiques, les réseaux politiques, l'évaluation ainsi que l'institutionnalisation d'acteurs ne constituent que quelques champs de recherche dont les axiomes et fondements théoriques peuvent être utilisés pour le contexte transfrontalier. De plus, les approches comparatives en sciences politiques et en sciences administratives peuvent contribuer à une meilleure compréhension des fonctionnements et modèles spécifiques des systèmes de coopération à la frontière. On pourrait dégager un axe de recherche particulièrement intéressant en tentant une analogie entre le contexte transfrontalier et les récentes études de politologie sur les relations internationales et en particulier sur la création et la fonctionnalité de systèmes politiques internationaux. En lien avec les réflexions critiques autour des théories de l'intégration politique et avec la recherche sur le fédéralisme, on pourrait problématiser les similarités et différences dans la coopération transfrontalière en Europe. Les sciences politiques pourraient contribuer à un autre champ d'investigation qui porterait sur la question actuelle de la conception et l'organisation pratique de modèles de gouvernance transfrontaliers. On pourrait non seulement utiliser ici les analyses politiques de contextes locaux, régionaux, nationaux et européens, mais au-delà de cela, approfondir également la question du fondement des théories démocratiques et de l'application de ces approches dans un contexte transnational.

Du point de vue de **la sociologie**, on peut également définir toute une série de problématiques scientifiques autour du thème de frontière et coopération transfrontalière. Tout d'abord, il est important de rappeler que le phénomène de frontière est étroitement lié à une théorie de sociologie sur la catégorisation : la différenciation sociale suppose l'existence de frontières. La différence entre et la justification de la fonction de systèmes, d'acteurs, de classes sociales, sexes, etc. d'une part mais également la distinction faite entre différentes orientations thématiques de la sociologie (sociologie urbaine, sociologie du travail, sociologie de l'environnement, sociologie des conflits, sociologie de la jeunesse, de la famille, sociologie des prises de décision, etc.) d'autre part implique une délimitation systémique des différents domaines. Si l'on considère que au fond, dans les territoires transfrontaliers différents systèmes se rencontrent, les conclusions de la théorie des systèmes sont particulièrement importantes et peuvent apporter des éclairages concrets : à la frontière, quels systèmes se rencontrent (politique, économique, juridique, scientifique, sociétal, institutionnel, culturel, etc.) quels sont leurs codes spécifiques, pourquoi un système analogue voisin est-il perçu comme un « environnement » autre alors qu'il devrait disposer de codes similaires, de quoi sont constituées les frontières transnationales internes et externes, peut-on encourager une co-évolution ou une corrélation entre systèmes, etc. ?

Au-delà des connaissances de bases pouvant apporter des éclairages importants sur les possibilités et limites d'une fonctionnalité générale de la coopération inter-systémique dans les territoires transfrontaliers, certaines problématiques sociologiques spécifiques pourraient être par ailleurs intéressantes, pour ne citer que les réflexions théoriques sur la fonctionnalité des réseaux, les relations entre acteurs et institutions, les conditions et modèles de communication réussie, la prise de décision collective ou encore les analyses sociétales. Tous ces mots clés et les discours scientifiques associés, sont en lien direct avec le contexte transfrontalier et peuvent déboucher sur des conclusions pragmatiques.

Ceci vaut également particulièrement pour **les sciences économiques**. La théorie des biens publics pourrait par exemple alimenter une problématique en contexte transfrontalier : comment justifier de façon conceptuelle la définition et la nécessité de produire des biens publics transfrontaliers ? Quels sont les allocations, distribution, redistribution spécifiquement transfrontaliers prévus par les politiques nationales publiques dans le territoire

transfrontalier ? En lien avec ce point, quels seraient les effets de politiques publiques transfrontalières ? Coûts, bénéfices et effets d'entraînements sont d'autres problématiques particulièrement intéressantes sous une perspective transfrontalière. De plus on pourrait mettre les nombreux résultats conceptuels et théoriques de l'économie régionale au profit du contexte transfrontalier : quelles sont les pré-conditions pour le développement d'une valeur ajoutée transfrontalière, comment mener une analyse des potentiels transfrontaliers, comment encourager la création de cluster, etc. ? Enfin, les résultats de l'économie institutionnelle pourraient contribuer à une meilleure compréhension et à une optimisation du champ d'action transfrontalier des acteurs privés, publics et citoyens.

Plus spécifiquement, les sciences économiques et sciences de gestion nous proposent des mots clés, tels que management de projet, controlling, appréciation du coût et du rendement, efficacité économique et analyse des bénéfices, théorie du contrôle et de l'organisation et, plus généralement, tout le domaine de l'économie publique qui laissent entrevoir un potentiel de recherche dont on pourrait très concrètement tirer profit dans la mise en œuvre de politiques et de projets transfrontaliers.

Alors que les sciences économiques et de gestion (concernant le secteur public) portent essentiellement sur la dimension opérationnelle de la coopération transfrontalière, les **sciences administratives**, et tout particulièrement la **gestion publique** constituent un autre champ d'action qui peut contribuer énormément à une meilleure compréhension de la phénoménologie transfrontalière. Si, dans les débats actuels, on thématise la dimension de la cohésion territoriale, cela ne pose pas uniquement la question de l'échelle d'une conception réformée de la région mais plus fondamentalement celle d'une révision des relations administratives transfrontalières en fonction des besoins et des possibilités d'institutionnaliser ces relations. Les sciences administratives, en tant que science moderne, possèdent les moyens d'y contribuer : les réformes territoriales et, plus généralement, la « modernisation de l'administration » ainsi que la définition de frontières administratives reflètent bien l'essence même de ce que sont les sciences administratives. En conséquence il existe de nombreux ouvrages sur les critères, justifications, modèles et réalités des réformes en Europe. De plus, les sciences administratives ont contribué récemment à une meilleure compréhension des différentes cultures administratives en Europe, élément qui a une importance directe pour le contexte transfrontalier. La répartition des compétences, les politiques de personnel, de finances et d'organisation des administrations publiques sont – surtout en Europe continentale – profondément liées aux cultures. Les résultats des réalisations et de l'application des approches du New Public Management spécifiques à chaque pays en sont d'autant plus intéressants. Les administrations publiques et leurs systèmes de management sont caractérisés par des développements spécifiques à chaque pays, dont l'analyse dans l'optique de la coopération transfrontalière et de la conception, mise en œuvre et évaluation de futurs programmes d'action transfrontaliers s'avère prometteuse. Il en va de même pour l'exploitation plus intense des connaissances sur les systèmes de gestion modernes orientés vers l'évaluation de l'efficacité et de l'efficacité, la définition d'objectifs et de stratégie, sur le développement des organisations et des ressources humaines, les approches PPP (partenariat public-privé) ainsi que sur les contrats de performance et leurs évaluations d'effet et de conséquences.

Les travaux émanant de la **géographie** relatifs à la définition de frontières et, plus particulièrement, aux fonctions de la frontière peuvent également être intéressantes pour le contexte transfrontalier. L'importance de la géographie pour la constitution et la description des territoires transfrontaliers est évidente : la géographie décrit et explique de manière

générale la genèse de la structuration de l'espace, elle évoque les événements à la surface du globe, elle prend en compte leur impact sur les hommes ainsi que les conséquences de l'activité humaine sur les espaces. Quand on développe des projets, qui plus est dans une perspective normative, pour la compréhension et la résolution de problèmes entre les hommes et leur environnement, on recourt aux éléments de base d'une représentation de son propre espace pour les territoires transfrontaliers. La notion de territoire, considérée comme une alternative à la notion classique de région avec un ancrage institutionnel et administratif, nécessite un fondement conceptuel permettant aux potentiels des territoires transfrontaliers d'être mieux reconnus. Les travaux existants émanant de la planification régionale et urbaine qui prennent en compte la relation entre acteur et espace peuvent s'avérer très pertinents dans ce contexte. A l'intersection des sciences politiques et de l'histoire, la géopolitique – dans la mesure où elle se distancie de sa connotation principalement nationale – est une approche intéressante pour la réalisation concrète du développement stratégique des territoires transfrontaliers.

Enfin, l'histoire et le droit sont également deux domaines scientifiques très intéressants dont les résultats analytiques et les théories peuvent être, à l'avenir, employés encore plus intensément pour le contexte transfrontalier. L'histoire peut contribuer beaucoup. Mieux analyser le phénomène de frontière sous une perspective historique tant parce que la notion de frontière est relative (modification de la démarcation des Etats) que parce qu'elle constitue un élément central (symbole d'appartenance à la construction d'un Etat, et au développement d'une administration) peut s'avérer riche en enseignements. Il serait également judicieux d'identifier les différences existantes entre les régions frontalières ainsi que d'explicitier les raisons des divergences. D'autre part, l'histoire nous offre un matériel d'observation très diversifié notamment sur les étapes essentielles de peuplement, d'évolution, d'intégration et de différenciation des régions frontalières ainsi que sur les acteurs, les objets, les facteurs d'influence et les mécanismes de pouvoir et décisionnels. L'étude de ces sources peut générer une nouvelle appréhension des contextes et des évolutions et peut ainsi permettre une nouvelle vision de l'idée de frontière, et ce particulièrement dans des disciplines partielles comme l'histoire politique, l'histoire sociale, l'histoire économique, l'histoire culturelle, l'histoire de la technique, l'histoire des sciences ainsi que l'histoire de l'administration / des structures.

En ce qui concernant le droit, ce seront tout d'abord la doctrine, la sociologie du droit et tout particulièrement le droit comparé qui contribueront à une compréhension différenciée des réflexions normatives relatives à la réalité transfrontalière en matière de droit. Dans de nombreux domaines juridiques, le contexte transfrontalier peut, dans une perspective européenne, mener à des conclusions concernant la politique législative. Ceci concerne les possibilités et les conditions, mais aussi les obstacles qui existent au niveau des droits public, européen et international à l'évolution transfrontalière des droits administratif, communal ainsi que des règlements spécifiques. Les dispositions légales qui régissent actuellement la coopération transfrontalière sont à considérer sous le même angle.

En dehors des réflexions fondamentales qui concernent la création d'un véritable droit national (surmonter le principe du lieu, c.a.d. pays_du siège), il s'agit de questions très pratiques : Comment faire évoluer les instruments légaux existants (p. ex. le GECT ou le groupement local de coopération transfrontalière selon l'Accord de Karlsruhe) selon les besoins existants ? Comment ancrer un droit à l'expérimentation et/ou de dérogation aux droits nationaux, de manière à permettre aux territoires transfrontaliers la liberté d'action

décentralisée nécessaire sans pour autant porter atteinte au principe national d'égalité de traitement.

De la nécessité de la corrélation entre la science et la pratique

Pour finir, la complexité des fonctions et dimensions de la frontière et de la coopération transfrontalière énoncée précédemment autant que les potentiels d'une analyse interdisciplinaire déjà esquissés nécessitent encore une stratégie de recherche. Jusqu'à aujourd'hui, la coopération transfrontalière est encore un champ politique fortement marqué par ses relations avec la pratique. Dans une situation où différentes disciplines scientifiques commencent à cerner l'objet de recherche avec un questionnement orienté vers l'origine et la théorie de la coopération, il paraît particulièrement important de conserver ces références à la pratique. La recherche sur la coopération transfrontalière devrait toujours être d'abord de la recherche appliquée capable de transmettre aux acteurs concernés un savoir-faire prescriptif. Effectivement, les spécificités de ce système de coopération ne sont pas accessibles à des chercheurs sans expérience empirique (« expérience de terrain »). Ainsi, une réflexion normative sur la « gouvernance régionale » basée sur des expériences en contexte national peut passer complètement à côté des conditions interculturelles d'une mise en œuvre pratique des principes de base : la réalité transfrontalière montre qu'il existe dans chacun des pays, des visions, des conceptions et une catégorisation des politiques régionales différentes comme, par exemple, la « société civile », les « réseaux », les « acteurs », des « logiques d'action décentralisées » etc.

La méthode la plus adéquate pour un domaine d'une telle complexité, à savoir l'observation participante, n'étant cependant pas à disposition du chercheur généralement dans le cas qui nous intéresse, il doit y avoir une étroite interaction entre la recherche et la pratique. Il doit y avoir une synergie entre la recherche et la formation continue basée sur les travaux scientifiques : le chercheur apprend de la pratique, le praticien s'inspire des résultats de la recherche. C'est exactement l'objectif de ce cycle de recherche, porté communément par l'IHEE/FARE de l'Université de Strasbourg et l'Euro-Institut, et dont les premiers résultats ont été publiés dans un volume sous la direction de Birte Wassenberg en 2009.. Ainsi, la coopération transfrontalière est non seulement un objet de recherche mais également une démarche de mise en pratique : au-delà des frontières interdisciplinaires, la frontière entre la recherche et la pratique devra être consciemment dépassée pour ouvrir de nouvelles formes du dialogue transfrontalier – ceci est un projet captivant et unique en Europe sous cette forme.

Supprimé : ser

Concept de recherche et lignes directrices pour le colloque final

Le colloque final envisagé devrait permettre une approche interdisciplinaire approfondie du phénomène frontalier ainsi que de la coopération transfrontalière. Cependant, l'accent ne devrait pas porter sur les aspects géographiques (traitement d'exemples de différentes régions frontalières) mais devrait être mis sur les aspects analytiques et disciplinaires.

Il serait possible d'imaginer la structure suivante pour la manifestation correspondant sous forme de matrice :

Deux questionnements / dimensions analytiques du congrès :

- A. Thématiques essentielles (pratiques) de la coopération transfrontalière (tr)
- B. Théories essentielles et disciplinaires, analyses, méthodes

B. \ A.	Sciences polit.	Sciences écon.	Sociologie	Géographie	Sciences histor.	etc
Phénomène de la frontière						
Territoires tr						
Missions tr						
Acteurs tr						
Gouvernance tr						
Culture tr						
Structure tr						
Finances tr						
décisions tr						
Résolution de problèmes tr						
Etc.						

A partir de cette matrice, on peut dégager deux approches stratégiques de recherche également importantes pour la conception du congrès :

1.) La dimension verticale représente une **analyse disciplinaire** de toutes les dimensions thématiques de la coopération transfrontalière. Ceci signifierait une construction du colloque par séquence, donc par discipline. Avantage : Différents représentants d'une discipline analysent sous différentes approches explicatives relatives à leur discipline le phénomène transfrontalier (différentes « écoles » élargissent la compréhension). En conséquence, il est possible d'élaborer une vision scientifique globale de tous les sujets. Inconvénient : La perte de l'idée d'interdisciplinarité.

2.) La dimension horizontale représente une **analyse interdisciplinaire** de chacune des thématiques de la coopération transfrontalière. Ceci signifierait une construction du colloque par thèmes traitant certains domaines de la coopération transfrontalière. Avantage : Les différents thèmes seront analysés à partir de différentes dimensions, un point de vue strictement interdisciplinaire sera élaboré. Inconvénient : le résultat peut être relatif, chacune des disciplines pouvant avoir des approches très diverses et certains représentants défendent éventuellement uniquement certaines écoles représentant des disciplines isolées, problème de la synthèse ?